

Arrestation de l'ancien ministre vénézuélien du pétrole



Arrestation de l'ancien ministre vénézuélien du pétrole

Caracas, 9 avr (RHC) Le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, a annoncé mardi l'arrestation de l'ancien ministre du pétrole et ancien président de PDVSA, Tareck El Aissami, et de deux autres personnes liées au scandale de corruption connu sous le nom de Pdvsa-Cripto.

Simón Alejandro Zerpa, ancien ministre de l'économie et des finances et ancien président du Fonds national de développement, et l'homme d'affaires Samark López, qui étaient liés au système qui a explosé l'année dernière, ont également été arrêtés, ainsi que l'ancien chef de PDVSA, dont on ne savait pas où il se trouvait il y a un an.

Lors d'une conférence de presse, le chef du ministère public a expliqué les nouveaux éléments de ce qu'il a appelé la deuxième phase de l'enquête sur l'opération dans laquelle PDVSA et la Surintendance nationale des crypto-actifs (Sunacrip) étaient impliquées.

M. Saab a précisé qu'à ce jour, 54 personnes au total ont été inculpées pour leur implication dans cette fameuse affaire, toutes, a-t-il dit, "détenues, inculpées et accusées", tandis que 17 autres font l'objet d'un mandat d'arrêt.

Les détenus seront accusés de trahison, d'appropriation ou de détournement de biens publics, de vantardise ou de valorisation de relations ou d'influence, de blanchiment d'argent et d'association, a-t-il ajouté.

Il a révélé que le témoignage de cinq détenus - sous protection de témoins - a fourni de nouveaux éléments qui ont permis d'avancer dans les investigations pour identifier les meneurs de ce système qui, selon des données non confirmées publiées par une source officielle, a causé des pertes économiques de plusieurs milliards de dollars.

Le chef du ministère public a déclaré que l'on était parvenu à démembrer un réseau de fonctionnaires qui utilisaient leurs fonctions pour "mener à bien des opérations pétrolières illégales", et n'a pas exclu la possibilité que les hauts fonctionnaires soient liés au gouvernement américain.

En ce qui concerne le modus operandi, il a déclaré qu'ils utilisaient ce que l'on appelle les "sociétés porte-documents" et payaient en crypto-monnaies à l'étranger pour gérer "cet argent à volonté" et empêcher les fonds d'entrer dans la Banque centrale du Venezuela.

De cette manière, a-t-il ajouté, ils contrôlaient l'accès aux devises étrangères sur le marché intérieur, ce qui leur permettait de spéculer sur le marché des changes et de tenter d'anéantir l'économie du pays.

Ils n'ont pas non plus respecté les règles contractuelles de PDVSA et les paiements correspondants à l'entreprise en livrant des cargaisons de pétrole à Sunacrip et à des particuliers "sans aucun contrôle administratif ni aucune garantie", a-t-il ajouté.

Le 27 avril 2023, le Parlement vénézuélien a approuvé la loi organique sur l'extinction de la propriété, qui vise à établir des mécanismes permettant d'identifier, de localiser et de récupérer les actifs et les effets patrimoniaux provenant d'activités illicites ou destinés à celles-ci.

La norme juridique a été approuvée à l'unanimité en deuxième discussion et avec le caractère d'urgence réglementaire, elle contient 48 articles, répartis en quatre chapitres et une disposition dérogatoire finale, où il est expliqué comment protéger les biens récupérés de manière irrégulière (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/351759-arrestation-de-lancien-ministre-venezuelien-du-petrole>



Radio Habana Cuba